

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	64	16

N° de la séance : 08

Objet de la délibération : Service
Juridique - Fonctionnement des instances
communautaires - Adoption du
règlement intérieur

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.212

Date de la convocation :
Le 10/11/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **26 NOV. 2020**

de la réception s/Préfecture
en date du

- 1 DEC. 2020

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 16 novembre 2020

L'an deux mil vingt et le 16 novembre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de novembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Alain BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Christian LATY à Claire BAES, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Christophe FONCK à Marion MUSSO, Françoise THOMEL à Jacques GENTE, Valérie ROLLAND à Jean-Bernard MION, Hassan EL JAZOULI à Anne-Marie BOUSQUET

ABSENTS :

René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Marie-Rose BENASSAYAG, Thérèse DARTOIS, Denis FERRER, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

En application des dispositions du 2^{ème} alinéa de l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les organes délibérants des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) sont soumis aux mêmes règles de fonctionnement que celles concernant les Conseils Municipaux.

De ce fait et en application de l'article L. 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire est tenu d'établir son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son renouvellement, afin de définir les conditions de son fonctionnement.

Ce nouveau règlement intérieur des instances communautaires - Conseil, Bureau, Commissions - permettra une plus grande transparence de la vie locale, l'amélioration du fonctionnement de nos institutions, ainsi qu'une meilleure association des élus municipaux non communautaires.

Il est à noter que conformément à la loi NOTRe, le règlement intérieur précédemment adopté continue à s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau règlement.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire d'adopter le projet de règlement intérieur des instances communautaires de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, tel qu'il figure en annexe.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, ADOPTE le projet de règlement intérieur des instances communautaires de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, tel qu'il figure en annexe.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 16 novembre 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

REGLEMENT INTERIEUR DES INSTANCES COMMUNAUTAIRES

SOMMAIRE

I – CONSEIL COMMUNAUTAIRE.....	3
CHAPITRE I – REUNIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE.....	3
Article 1er : Périodicité des séances.....	3
Article 2 : Lieu des réunions.....	3
Article 3 : Convocation.....	3
CHAPITRE II – ORDRE DU JOUR ET INFORMATION DES CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES.....	4
Article 4 : Ordre du Jour.....	4
Article 5 : Accès aux dossiers préparatoires.....	4
CHAPITRE III – TENUE DES SEANCES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE.....	5
Article 6 : Présidence.....	5
Article 7 : Quorum.....	5
Article 8 : Suppléance / Pouvoir.....	5
Article 9 : Secrétariat de séance.....	6
Article 10 : Accès et tenue du public.....	6
Article 11 : Enregistrement des débats.....	6
Article 12 : Séance à huis clos.....	6
Article 13 : Séance par téléconférence.....	7
Le Conseil Communautaire peut, sur décision de son Président, se réunir par téléconférence.....	7
Article 14 : Police de l'Assemblée.....	7
Article 15 : Fonctionnaires communautaires.....	7
Article 16 : Invitation de personnes qualifiées.....	8
Article 17 : Disposition physique des conseillers.....	8
CHAPITRE IV –DEBATS ET VOTES DES DELIBERATIONS.....	8
Article 18 : Déroulement de la séance.....	8
Article 19 – Débats ordinaires.....	8
Article 20 : Débat d'Orientation Budgétaire.....	9
Article 21: Questions orales et questions écrites.....	9
Article 22 : Demandes d'intervention.....	10
Article 23: Suspension de séance.....	11
Article 24: Amendements.....	11
Article 25 : Vœux et motions.....	11
Article 26 : Modalités de vote.....	11
CHAPITRE V – INFORMATION ET CONCERTATION.....	12
Article 27: Affichage.....	12
Article 28 : Procès-verbaux et compte-rendu.....	12
Article 29 : Groupes politiques.....	12
Article 30 : Délégués au sein d'organismes extérieurs.....	12
Article 31 : Informations des conseillers municipaux.....	13
II – CONFERENCE DES MAIRES.....	13
Article 32 : Conférence des Maires.....	13
III - BUREAU COMMUNAUTAIRE.....	13
Article 33 : Périodicité des séances.....	13
Article 34 : Lieu des réunions.....	13
Article 35 : Composition du Bureau.....	14
Article 36 : Fonctionnement et attributions du Bureau décisionnel.....	14
Article 37 : Fonctionnement et attributions du Bureau non décisionnel.....	14
Article 38 : Séance par téléconférence.....	15
IV - COMMISSIONS.....	15
Article 39 : Création des commissions communautaires thématiques.....	15
Article 40 : Fonctionnement des commissions communautaires thématiques.....	16
Article 41 : Présence de conseillers municipaux aux Commissions.....	17
Article 42 : Le cas particulier de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.....	17
V- DISPOSITIONS DIVERSES.....	18
Article 43 : Modification et application du règlement intérieur.....	18

Le présent règlement intérieur a pour objet de définir les conditions de réunion et de fonctionnement des différentes instances délibératives et consultatives de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) : Conseil et Bureau Communautaires d'une part et commissions thématiques d'autre part.

I – CONSEIL COMMUNAUTAIRE

CHAPITRE I – REUNIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Article 1er : Périodicité des séances

Le Conseil Communautaire se réunit au moins une fois par trimestre.

Le Président peut réunir le Conseil Communautaire aussi souvent que les affaires l'exigent. Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des membres du conseil communautaire en exercice. En cas d'urgence, le Représentant de l'Etat dans le Département peut abréger ce délai.

Article 2 : Lieu des réunions

Les séances ont lieu soit au siège administratif de la Communauté ou dans ses annexes, soit dans un lieu choisi dans l'une des communes membres. Toutefois trois conditions doivent être réunies : le lieu ne contrevient pas au principe de neutralité ; il offre des conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires ; il permet d'assurer la publicité des séances.

Le lieu habituel est la Maison des Associations, 288 Chemin de Saint Claude à Antibes.

Article 3 : Convocation

Toute convocation est faite par le Président. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée.

Elle est transmise de manière dématérialisée ou, si les conseillers communautaires en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse.

La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion.

Elle est accompagnée d'une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération, à défaut le rapport doit être alors suffisamment explicite.

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence ce délai peut être abrégé par le Président, sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Dans ce cas, le Président en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil communautaire, qui se prononce sur l'urgence et peut décider de renvoyer en tout ou partie l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour à une séance ultérieure.

CHAPITRE II – ORDRE DU JOUR ET INFORMATION DES CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES

Article 4 : Ordre du Jour

Le Président arrête l'ordre du jour. L'ordre du jour est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public.

Les affaires inscrites à l'ordre du jour peuvent être préalablement soumises pour avis aux commissions thématiques compétentes.

Dans le cas où la séance se tient sur demande du tiers des membres du Conseil Communautaire, le Président est tenu d'inscrire à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de la demande.

Le Conseil Communautaire ne peut pas délibérer sur des questions non inscrites à l'ordre du jour.

Article 5 : Accès aux dossiers préparatoires

Tout membre du Conseil Communautaire a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la Communauté qui font l'objet d'une délibération.

Durant les cinq jours précédant la séance du conseil communautaire, les conseillers communautaires peuvent consulter les dossiers préparatoires au siège administratif de la CASA et aux heures ouvrables - notamment lorsque la délibération concerne un contrat de délégation service public. Les projets de contrats ou de marchés accompagnés de l'ensemble des pièces sont consultables dans ces mêmes conditions.

De même, pour des raisons pratiques et de coût de reproduction, les documents volumineux annexés à certains rapports de présentation seront tenus à la disposition des conseillers communautaires au siège administratif de la CASA. Il en va ainsi notamment de certains rapports d'activités.

La demande de consultation doit être adressée au service des assemblées, soit par mail à l'adresse conseil@agglo-casa.fr, soit déposée aux heures ouvrables de l'administration.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus, en séance, à la disposition des membres de l'Assemblée.

CHAPITRE III – TENUE DES SEANCES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Article 6 : Présidence

Le Président, ou à défaut celui qui le remplace, préside le Conseil Communautaire.

Lors de l'examen du rapport où le compte administratif est débattu, le Conseil Communautaire élit pour cette séquence un Président de séance : le Président de la Communauté peut assister à la discussion mais il doit se retirer au moment du vote.

La réunion au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Président est présidée par le plus âgé des membres du Conseil Communautaire.

Lorsqu'un membre du Conseil Communautaire s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Président qui peut alors faire, le cas échéant, application des dispositions prévues à l'article 14.

Article 7 : Quorum

Le Conseil Communautaire ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice assiste à la séance.

Le quorum s'apprécie à l'ouverture de la séance et sont comptabilisés les titulaires et les suppléants pour les communes qui en disposent.

Dans le cas où des conseillers communautaires se retirent en cours de séance, le quorum est vérifié avant l'examen des affaires suivantes.

Les pouvoirs donnés par les conseillers communautaires absents à leur collègue n'entrent pas dans le calcul du quorum.

Si après une première convocation régulièrement faite, le Conseil Communautaire ne s'est pas réuni avec le quorum suffisant, il est convoqué une seconde fois, à trois jours au moins d'intervalle, sans condition de quorum.

Article 8 : Suppléance / Pouvoir

Tout conseiller communautaire empêché d'assister à une séance du Conseil est tenu d'en informer le président avant chaque séance et de prévenir son suppléant s'il en a un. A défaut, il est considéré absent.

Si le conseiller communautaire ne dispose pas de suppléant ou si son suppléant est lui-même empêché, il peut donner pouvoir de voter en son nom à un autre conseiller communautaire sans obligation d'appartenance communale. Dans ce cas, le pouvoir doit être daté, signé et remis au président en début de séance.

La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Un même conseiller communautaire ne peut être porteur que d'un seul mandat qui est révocable à tout moment. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Article 9 : Secrétariat de séance

Au début de chacune de ses séances, le Conseil Communautaire nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaire(s) des auxiliaires pris parmi les membres de l'Administration qui assistent aux séances, mais sans participer aux délibérations.

Le secrétaire de séance assiste le Président pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, pour la constatation des votes et le dépouillement des scrutins. Il contrôle et signe le procès-verbal de la séance.

Les auxiliaires de séance ne prennent la parole que sur invitation expresse du Président, et restent tenus à l'obligation de réserve.

Article 10 : Accès et tenue du public

Les séances du conseil communautaire sont publiques.

L'accès au public est autorisé dans la limite des places disponibles et dans le respect des règles de sécurité.

Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites. Toute personne qui trouble le bon déroulement de la séance peut être expulsée de l'auditoire par le président, en application de l'article 14.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

Article 11 : Enregistrement des débats

Sans préjudice des pouvoirs de police de l'Assemblée que détient le Président, les séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.

Par ailleurs, les débats peuvent être enregistrés de manière à pouvoir retranscrire dans les meilleures conditions le procès-verbal de la séance.

Article 12 : Séance à huis clos

Sur la demande de trois membres du Conseil Communautaire ou du Président, le Conseil Communautaire peut décider, sans débat, à la majorité absolue des suffrages exprimés de se réunir à huis clos.

Lorsqu'il est décidé que le Conseil Communautaire se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

Article 13 : Séance par téléconférence

Le Conseil Communautaire peut, sur décision de son Président, se réunir par téléconférence.

Il appartient au Conseil Communautaire de désigner les salles équipées de téléconférence, en s'assurant que ces lieux respectent le principe de neutralité et garantissent les conditions d'accessibilité et de sécurité.

Le caractère public des délibérations et des votes est assuré dans les salles équipées d'un système de téléconférence, lesquelles sont rendues accessibles au public.

Un agent de la CASA est présent pendant toute la durée de la réunion du Conseil Communautaire et assure les fonctions d'auxiliaire du secrétaire de séance : il recense les entrées et sorties du ou des conseillers communautaires présents ainsi que les pouvoirs éventuels dont ils bénéficient. Il assure également le fonctionnement technique du système de téléconférence et toutes autres missions pouvant lui être demandées par le secrétaire de séance.

Un agent d'une commune membre de la CASA, désigné à cette fin par le Président, peut aussi assurer les fonctions d'auxiliaire du secrétaire de séance.

Les modalités d'enregistrement et de conservation des débats sont fixées par le Conseil Communautaire dans le présent règlement intérieur, article 28.

Lorsque le Conseil Communautaire se tient par téléconférence, il en est fait mention sur la convocation.

Ce document est publié ou affiché au siège social de la CASA, sur son site internet, ainsi que dans les salles équipées.

Le quorum s'apprécie alors en fonction du nombre de participants et les votes se déroulent en scrutin public.

Toutefois, ni l'adoption de budget, ni l'élection du Président, du Bureau ou des délégués de la CASA ne peuvent se dérouler par téléconférence.

Article 14 : Police de l'Assemblée

Le Président ou celui qui le remplace a seul la police de l'Assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre. En cas de crime ou de délit, il en dresse procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

Il lui appartient de faire observer le présent règlement.

Article 15 : Fonctionnaires communautaires

Les fonctionnaires communautaires assistent en tant que de besoin aux séances du Conseil Communautaire. Ils ne prennent la parole que sur invitation expresse du Président et restent tenus à l'obligation de réserve, telle qu'elle est définie dans le cadre du statut de la fonction publique.

Article 16 : Invitation de personnes qualifiées

En fonction de l'ordre du jour, le Président du conseil communautaire peut inviter avec voix consultative, toute personne qualifiée dont l'audition lui paraît utile.

Article 17 : Disposition physique des conseillers

Les conseillers communautaires sont disposés dans la salle de la gauche vers la droite par groupe d'appartenance politique s'il en est constitué, et par âge au sein de leur groupe.

A défaut, ils sont disposés dans la salle de la gauche vers la droite, en fonction de leur âge.

Les vice-présidents et les membres du bureau sont disposés dans l'ordre protocolaire.

CHAPITRE IV –DEBATS ET VOTES DES DELIBERATIONS

Article 18 : Déroulement de la séance

Le Conseil Communautaire règle par ses délibérations les affaires de la communauté.

Le Président peut en début de séance, procéder à des présentations relatives à des projets concernant directement ou indirectement la Communauté.

Après appel nominal, vérification des pouvoirs, du quorum et désignation du secrétaire de séance, le Président ou celui qui le remplace appelle les affaires figurant à l'ordre du jour en suivant le rang d'inscription.

Il fait approuver le procès-verbal des séances antérieures et prend note des rectifications éventuelles.

Le Président rend compte des décisions prises par ses soins ou par le Bureau Communautaire, par délégation du Conseil Communautaire sur le fondement des articles L. 5211-9 et 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Une modification dans l'ordre de présentation des affaires soumises à délibération peut être proposée par le Président - ou son représentant - à son initiative ou à la demande d'un conseiller communautaire, au Conseil Communautaire qui l'accepte à la majorité absolue.

Chaque affaire fait l'objet d'une présentation par le rapporteur désigné.

Article 19 – Débats ordinaires

La discussion générale suit la présentation du rapporteur à moins que le Conseil Communautaire ne décide de la rapporter à une autre séance.

Le nombre et la durée des interventions orales des conseillers communautaires sont fixés par le Président ou celui qui le remplace. La parole est accordée dans l'ordre des demandes d'intervention.

Un conseiller communautaire ne peut intervenir qu'après avoir demandé la parole au Président ou au Président de séance qui le remplace.

Le Président peut limiter le temps de parole et le nombre des interventions dans la limite du droit de chacun, en respectant les principes de la représentation proportionnelle dans le nombre d'interventions et dans leur durée.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, la parole ne peut être accordée au cours d'un vote.

Lorsqu'au cours des débats, un conseiller communautaire est personnellement mis en cause, ce dernier peut, de droit, demander ou redemander la parole.

L'orateur s'adresse au Président et à ses collègues.

Nul ne peut interrompre celui qui a la parole. Seul le Président ou celui qui le remplace peut le faire pour un rappel à la question, à l'ordre du jour, ou au présent règlement intérieur. Si un orateur s'écarte de la question, le Président ou son représentant l'y rappelle.

Lorsqu'un membre du Conseil Communautaire s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Président qui peut alors faire, le cas échéant, application des dispositions prévues à l'article 14.

Article 20 : Débat d'Orientation Budgétaire

Un Débat D'orientation Budgétaire doit avoir lieu dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget.

Ce débat s'effectue sur la base d'un rapport sur les Orientations Budgétaires de l'année (ROB), élaboré par le Président sur les engagements budgétaires, les engagements pluriannuels, la structure et la gestion de la dette ainsi que l'évolution des dépenses de personnel.

La convocation à la séance au cours de laquelle il sera procédé au Débat d'Orientation Budgétaire est accompagnée d'un rapport précisant les objectifs de la communauté sur l'évolution, d'une part, des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement et, d'autre part, du besoin de financement annuel calculé, comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes.

Le Débat d'Orientation Budgétaire fait l'objet d'une délibération mais n'a pas de caractère décisionnel.

Article 21: Questions orales et questions écrites

Questions orales :

Les membres du Conseil Communautaire ont le droit d'exposer en séance des questions orales ayant trait aux affaires de la Communauté.

A la demande d'un dixième au moins des membres du Conseil Communautaire, un débat portant sur la politique générale de la communauté est organisé lors de la réunion suivante du Conseil Communautaire. L'application de cette disposition ne peut donner lieu à l'organisation de plus d'un débat par an.

Les questions orales sont traitées à la fin de chaque séance du Conseil.
La durée consacrée à cette partie pourra être limitée à 10 minutes au total.

Le Président ou le vice-président compétent y répond directement.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions orales le justifie, le Président peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance du conseil communautaire spécialement organisée à cet effet.
Elles ne donnent pas lieu à des débats, sauf demande de la majorité des membres présents.

Questions écrites :

Chaque membre du Conseil Communautaire peut adresser au Président des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la communauté ou l'action communautaire.

Ces questions devront être transmises au Président au plus tard 48 heures ouvrables avant la séance via l'adresse mail conseil@agglo-casa.fr, ou encore déposées auprès du service des assemblées au siège administratif de la CASA.

Les questions écrites sont traitées à la fin de chaque séance du Conseil.
La durée consacrée à cette partie pourra être limitée à 10 minutes au total.
Les questions déposées après expiration du délai susvisé sont traitées lors de la réunion ultérieure la plus proche.

Article 22 : Demandes d'intervention

Les conseillers communautaires qui souhaitent intervenir sur une ou plusieurs questions de l'ordre du jour transmettent 48 heures ouvrables avant le début de la séance, au Service Assemblées, à l'adresse mail conseil@agglo-casa.fr, la liste des questions sur lesquelles ils souhaitent intervenir.

La parole est accordée par le Président aux conseillers communautaires qui la demandent. Un membre conseiller ne prend la parole qu'après l'avoir obtenue du Président.

Lorsqu'un conseiller s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Président qui peut alors faire, le cas échéant, application des dispositions prévues à l'article 14 relatif à la Police de l'Assemblée.

Au-delà d'une durée raisonnable d'intervention, le Président peut interrompre l'orateur et l'inviter à conclure brièvement, tout en veillant à ne pas porter atteinte au droit d'expression des conseillers communautaires.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

Le texte des interventions peut être remis à l'issue de la séance au service assemblées, pour retranscription au procès-verbal.

Article 23: Suspension de séance

Le Président prononce les suspensions de séance. Il peut mettre aux voix toute demande de suspension de séance formulée par au moins trois conseillers communautaires. Il lui revient de fixer la durée de ces suspensions.

Article 24: Amendements

Des amendements ou contre-projets peuvent être déposés sur toutes les affaires en discussion soumises au Conseil Communautaire.

Ils doivent être motivés, rédigés et signés par le ou les conseillers communautaires rédacteurs et remis au président de la communauté selon le même formalisme et les mêmes délais que ceux des questions écrites où sont examinées les affaires qui font l'objet de l'amendement.

Le Conseil Communautaire décide si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission compétente.

Article 25 : Vœux et motions

Le Conseil Communautaire peut émettre des vœux ou motions sur des questions d'intérêt communautaire.

Article 26 : Modalités de vote

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, sauf le cas des scrutins secrets, la voix du Président est prépondérante.

Le registre des délibérations comporte le nom des votants ainsi que l'indication du sens de leur vote.

Il est voté au scrutin secret :

- 1) soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;
- 2) soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à une troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative, à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le Conseil Communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Hormis les cas de scrutin secret, le mode de vote habituel est le vote à main levée. Il est constaté par le Président et le secrétaire.

CHAPITRE V - INFORMATION ET CONCERTATION

Article 27: Affichage

L'affichage des ordres du jour, des comptes rendus du Conseil Communautaire, ainsi que de l'ensemble des actes administratifs de la CASA (délibérations du Conseil Communautaire, délibération du Bureau Communautaire, décisions du Président et arrêtés à caractère réglementaire) est effectué au siège social de la CASA.

Article 28 : Procès-verbaux et compte-rendu

Les séances du Conseil Communautaire sont enregistrées et donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal de l'intégralité des débats.

Au début de chaque séance, comme mentionné à l'article 18, le Président soumet à l'approbation de l'Assemblée le procès-verbal de la séance précédente dans la mesure où il a pu être matériellement établi et adressé à l'ensemble des conseillers.

Les membres du Conseil Communautaire ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée immédiatement.

Le procès-verbal peut être consulté à tout moment par les membres du Conseil Communautaire.

A la différence du procès-verbal, le compte rendu présente une synthèse sommaire des délibérations et des décisions du Conseil.

Dans le délai d'une semaine, le compte rendu de la séance du Conseil Communautaire est affiché à la mairie et mis en ligne sur le site internet.

Article 29 : Groupes politiques

Les conseillers peuvent se constituer en groupes selon leurs affinités politiques par déclaration adressée au Président, signée par tous les membres du groupe et comportant la liste des membres.

Chaque conseiller peut adhérer à un groupe mais ne peut appartenir qu'à un seul d'entre eux.

Tout groupe politique doit réunir au moins deux conseillers communautaires.

Un conseiller n'appartenant à aucun groupe reconnu peut toutefois s'inscrire au groupe des non-inscrits s'il comporte au moins trois membres, ou s'apparenter à un groupe existant de son choix avec l'agrément du président du groupe.

Les modifications des groupes sont portées à la connaissance du Président. Le Président en donne connaissance au Conseil Communautaire qui suit cette information.

Article 30 : Délégués au sein d'organismes extérieurs

Le Conseil Communautaire procède à la désignation en son sein de délégués pour siéger dans les organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et des textes régissant ces organismes.

Article 31 : Informations des conseillers municipaux

Les conseillers municipaux des communes membres de la CASA qui ne sont pas conseillers communautaires sont informés des affaires de la communauté faisant l'objet d'une délibération.

Ils sont ainsi destinataires d'une copie de la convocation adressée aux conseillers communautaires ou avant chaque réunion de l'organe délibérant de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale accompagnée, le cas échéant, de la note explicative de synthèse.

Leur sont également communiqués le rapport d'orientation budgétaire, le rapport d'activités de la Communauté ainsi que, dans un délai d'un mois, le compte rendu des réunions de l'organe délibérant de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Ces documents mentionnés sont transmis ou mis à disposition de manière dématérialisée.

Ils sont consultables en mairie par les conseillers municipaux, à leur demande.

II – CONFERENCE DES MAIRES

Article 32 : Conférence des Maires

La création d'une conférence des Maires est obligatoire dans les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre, sauf lorsque le Bureau de l'établissement public comprend déjà l'ensemble des Maires des communes membres.

Cette conférence des Maires est présidée par le Président de l'EPCI à fiscalité propre. Outre le Président de l'établissement, elle comprend les Maires des communes membres.

Elle se réunit, sur un ordre du jour déterminé, à l'initiative du Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre ou, dans la limite de quatre réunions par an, à la demande d'un tiers des maires.

III - BUREAU COMMUNAUTAIRE

Article 33 : Périodicité des séances

Le Bureau Communautaire se réunit au moins une fois par trimestre.

Article 34 : Lieu des réunions

Les séances ont lieu, soit au siège administratif de la Communauté ou dans ses annexes, soit dans un lieu choisi dans l'une des communes membres. Toutefois trois conditions doivent être réunies : le lieu ne contrevient pas au principe de neutralité ; il offre des conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires ; il permet d'assurer la publicité des séances.

Article 35 : Composition du Bureau

Le Bureau de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale est composé du Président, des vice-présidents et éventuellement d'autres membres du Bureau.

Le mandat des membres du Bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant.

Article 36 : Fonctionnement et attributions du Bureau décisionnel

Le Bureau est convoqué et présidé par le Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant.

Il peut recevoir délégation d'une partie des attributions du Conseil Communautaire et il est, dans ce cas, appelé « bureau décisionnel ».

Dans ce cas, la convocation indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée.

Elle est adressée aux membres du bureau au moins cinq jours avant la tenue de la réunion.

Les réunions du Bureau font l'objet d'un ordre du jour arrêté par le Président. Les membres du Bureau peuvent proposer au Président d'inscrire toute question importante nécessitant une décision du conseil communautaire.

Chaque question est présentée par un rapporteur, le Président, le vice-président ou le membre concerné, assisté des responsables de l'administration chargés de l'instruction des dossiers.

A la demande de cinq membres ou du Président, le Bureau peut décider, sans débat, à la majorité absolue, qu'il se réunit à huis clos.

Il est rendu compte des décisions du Bureau Communautaire, exercées par délégation de l'organe délibérant, en séance du Conseil Communautaire.

Article 37 : Fonctionnement et attributions du Bureau non décisionnel

Outre les attributions qu'il peut détenir par délégation du Conseil Communautaire, le Bureau est un organe de réflexion.

Il définit les grandes orientations afin de nourrir le travail des commissions ; Il émet des avis et propositions sur les affaires de la Communauté qui lui sont soumises.

Il propose au Président l'ordre du jour du Conseil Communautaire et examine préalablement les rapports et projets de décisions communautaires.

Indépendamment des réunions préparatoires au cours desquelles il examine l'ensemble des dossiers devant être soumis au Conseil Communautaire, le Bureau se réunit obligatoirement avant chaque réunion du Conseil Communautaire et détermine en fonction de l'ordre du jour arrêté par le Président la répartition des orateurs.

Les séances du Bureau non décisionnel ne sont pas publiques.

Article 38 : Séance par téléconférence

Le Bureau Communautaire peut également, sur décision de son Président, se réunir par téléconférence.

Il appartient au Conseil Communautaire de désigner les salles équipées de téléconférence, en s'assurant que ces lieux respectent le principe de neutralité et garantissent les conditions d'accessibilité et de sécurité.

Un agent de la CASA est présent pendant toute la durée de la réunion du Bureau Communautaire et assure les fonctions d'auxiliaire du secrétaire de séance : il recense les entrées et sorties du ou des membres du Bureau présents ainsi que les pouvoirs éventuels dont ils bénéficient. Il assure également le fonctionnement technique du système de téléconférence et toutes autres missions pouvant lui être demandées par le secrétaire de séance.

Un agent d'une commune membre de la CASA, désigné à cette fin par le Président, peut aussi assurer les fonctions d'auxiliaire du secrétaire de séance.

Lorsque le Bureau Communautaire se tient par téléconférence, il en est fait mention sur la convocation.

Le quorum s'apprécie alors en fonction du nombre de participants et les votes se déroulent en scrutin public.

IV - COMMISSIONS

Article 39 : Création des commissions communautaires thématiques

Le Conseil Communautaire peut former des commissions thématiques ou spéciales, chargées d'étudier les questions soumises au conseil communautaire. Il fixe le nombre de conseillers siégeant dans chaque commission et les désigne.

Les conseillers suppléants ainsi que les conseillers municipaux des communes membres de la communauté peuvent participer à ces commissions.

La désignation des membres des commissions est effectuée au scrutin secret, sauf si le Conseil Communautaire décide, à l'unanimité, d'y renoncer.

Chaque commission comprend un nombre de membres défini par le Conseil Communautaire. Leur composition doit respecter le principe de la représentation proportionnelle.

Les conseillers communautaires et les conseillers municipaux des communes membres de la communauté peuvent assister aux réunions d'une commission autre que celle dont ils sont membres, dans les conditions fixées à l'article 41.

Les commissions thématiques sont les suivantes :

COMMISSION	NOMBRE DE MEMBRES
Habitat – Cohésion sociale – Politique de la Ville	22 membres
Environnement - Déchets	27 membres
Eau – Assainissement – Prévention des inondations	21 membres
Aménagement – Développement agricole	20 membres
Culture et Tourisme	22 membres
Finances	22 membres
Transport et mobilité	20 membres
Economie – Attractivité - Innovation	18 membres

Article 40 : Fonctionnement des commissions communautaires thématiques

Lors de la première réunion de chaque commission, il est procédé à la désignation d'un ou de plusieurs vice-présidents afin que ce ou ces derniers puissent convoquer les membres de la commission et présider la réunion en cas d'absence ou d'empêchement du président.

Chaque commission se réunit lorsque le Président le juge utile. Toutefois, il doit réunir la commission à la demande de la majorité de ses membres.

La convocation est adressée cinq jours francs avant la tenue de la réunion de manière entièrement dématérialisée.

Elle précise l'ordre du jour, la date, l'heure et le lieu de la réunion.

L'ensemble des documents avant et après séance sont disponibles sur l'extranet de la Communauté, dans un espace dédié et totalement sécurisé.

Les séances des commissions ne sont pas publiques.

Les commissions communautaires instruisent les affaires qui leur sont soumises et en particulier préparent les rapports relatifs aux projets de délibération intéressant leur secteur d'activités qui doivent être présentées au Conseil Communautaire.

Elles n'ont pas pouvoir de décision et émettent de simples avis ou formulent des propositions, à la majorité des membres présents.

Il est possible pour un membre de donner une procuration à un autre membre pour voter en son nom. N'est admise qu'une procuration par personne.

Les commissions peuvent entendre en tant que de besoin des personnalités qualifiées extérieures au Conseil Communautaire.

Elles peuvent se tenir par téléconférence en raison de circonstances exceptionnelles.

Aucune condition de quorum n'est requise pour leur bonne tenue.

Article 41 : Présence de conseillers municipaux aux Commissions

1) Remplacement

En cas d'empêchement, le membre d'une commission thématique peut être remplacé pour une réunion par un conseiller municipal de la même commune désigné par le Maire, dans le respect du principe de la représentation proportionnelle.

Le Service Assemblées doit être informé par le Maire de ce remplacement, dans un délai de 24 h ouvrables, à l'adresse mail conseil@agglo-casa.fr

2) Auditeur libre

D'autre part, les élus non membres d'une commission, suppléant le Maire ou bénéficiant d'une délégation, peuvent également assister aux séances d'une commission, sans participer aux votes.

Cette participation doit également respecter le principe de la représentation proportionnelle de la commune au sein des Commissions thématiques, c'est-à-dire :

- 3 élus pour la commune d'Antibes
- 2 élus pour les communes de plus de 10 000 habitants
- 1 élu pour les communes de moins de 10 000 habitants

Le Service Assemblées doit être informé par le Maire de cette participation, dans un délai de 24 h ouvrables, à l'adresse mail conseil@agglo-casa.fr

Article 42 : Le cas particulier de la Commission Consultative des Services Publics Locaux

En application de l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la CASA a créé une CCSPL pour l'ensemble des services publics qu'elle confie à un tiers, soit par convention de Délégation de Service Public, soit par le biais d'une Société Publique Locale, ou qu'elle exploite en régie dotée de l'autonomie financière.

Par extension, la CCSPL pourra être saisie pour avis de toute question liée à la gestion d'un service public local. Dans ce cas, sa saisine est à la discrétion du Président de la CASA.

Elle peut se tenir par téléconférence en raison de circonstances exceptionnelles.

Dans tous les cas de figure, sa bonne tenue n'est soumise à aucune condition de quorum.

V- DISPOSITIONS DIVERSES

Article 43 : Modification et application du règlement intérieur

Le règlement intérieur précédemment adopté continue à s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau règlement.

Le présent règlement entrera en vigueur dès que la délibération décidant son adoption sera devenue exécutoire.

Une révision, ou des modifications pourront intervenir, soit sur proposition du Président ou de la majorité des membres du conseil en exercice, soit par suite de la publication de dispositions législatives ou réglementaires nouvelles ou postérieures au présent règlement, qui seraient contraires à certaines clauses de ce dernier.

Il devra être adopté à chaque renouvellement du Conseil Communautaire dans les six mois qui suivent son installation.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 16/11/2020
Numéro : CC_2020_212
Nature : DE - Deliberations
Objet : Fonctionnement des instances communautaires -
Adoption du règlement intérieur
Matière : 5.2 - Fonctionnement des assemblées
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : Sy9DQFn

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 01/12/2020
Identifiant : 006-240600585-20201116-CC_2020_212-DE

Acte reçu

Date : 16/11/2020
Numéro interne : CC_2020_212
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 2
Objet : Fonctionnement des instances communautaires - Adoption du règlement intérieur
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20201116-CC_2020_212-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20201116-CC_2020_212-DE-1-1_2.PDF

N